

DIAL 2647

# **BRÉSIL - Les évêques de la Commission pastorale de la terre se prononcent contre l'usage des OGM**

Evêques de la CPT

dimanche 1er juin 2003, mis en ligne par [Dial](#)

*Alors que l'utilisation des OGM donne lieu à de vifs débats au Brésil comme en beaucoup d'autres pays, les évêques qui accompagnent le travail effectué par la Commission pastorale de la terre, organisme officiel de la Commission nationale des évêques brésiliens, viennent de prendre position sur cette question. Leur argumentation ne repose pas seulement sur les dangers potentiels de l'usage des OGM pour la santé humaine et la biodiversité, mais sur les conséquences que cela entraînerait dans le domaine de la justice sociale. Texte rendu public à [Itaici](#), 6 mai 2003.*

---

Nous, évêques accompagnateurs de la Commission pastorale de la terre (CPT), dans les différentes régions de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), face au grave problème des OGM dans nos pays et prenant appui sur les dispositions légales actuellement en vigueur, nous prenons l'initiative de nous exprimer publiquement à ce sujet.

Les OGM sont le résultat de la manipulation génétique qui permet de produire, modifier et transférer des gènes parmi les êtres vivants, rompant ainsi la barrière du croisement naturel entre les espèces, en créant, modifiant et transférant du matériel génétique entre des végétaux, animaux, bactéries, virus et humains.

Dans le monde entier, et ici au Brésil, de nombreux chercheurs et leaders de mouvements sociaux ont exprimé opportunément de sérieuses préoccupations en la matière. Ces préoccupations tournent autour des risques suivants :

1 - En ce qui concerne la santé humaine, l'absorption de grains génétiquement modifiés peut entraîner une augmentation des allergies, une résistance aux antibiotiques et une augmentation de l'indice des substances toxiques dans les aliments.

2 - Dans le domaine de l'environnement, on court le risque d'une érosion génétique, affectant de façon irréversible la biodiversité, en raison de la contamination des cultures naturelles de semences. Il faut ajouter à cela l'augmentation alarmante de la monoculture et, en conséquence, la perte de la très riche variété et de la qualité des semences.

3 - C'est aussi une menace à la souveraineté alimentaire de notre pays, en raison de la perte du contrôle des semences et des êtres vivants qui sont brevetés, devenant ainsi la propriété exclusive et légale des groupes multinationaux qui ne poursuivent que des finalités commerciales.

4 - Cependant, le risque majeur, à notre entendement, est dans la totale dépendance, dans la destruction

et, finalement, dans la disparition de la petite et même de la moyenne agriculture, en raison du monopole mondial implacable de la production et de la commercialisation des semences, qui se transforme en la domination d'un petit groupe d'entreprises multinationales gigantesques et puissantes.

En lien avec ces questions, nous ne pouvons pas par ailleurs ignorer ou laisser tomber des exigences éthiques telles que la bienveillance, la justice sociale, la justice écologique et le principe de précaution.

**Le principe de bienveillance** [1] inclut notre devoir d'éviter ou d'empêcher que du mal ou des dommages soient faits à autrui. Dans le cas de l'introduction massive de nouvelles technologies qui impliquent des risques potentiels pour la santé, ce principe doit être pleinement garanti grâce à des informations claires et fiables.

**Le principe de justice sociale**, dans les cas d'innovations technologiques massives et de fort impact social, nous conduit à demander qui va en profiter et qui va en subir les préjudices. Actuellement, dans le cas concret des OGM, il est clair qu'un petit groupe de grandes entreprises sera le principal bénéficiaire, mais de graves dommages seront causés à l'agriculture familiale.

**Le principe de la justice écologique** impose le devoir de préserver l'environnement pour les générations actuelles et futures. Les OGM peuvent représenter un sérieux risque écologique.

**Le principe de précaution** exige que, avant qu'un produit ne soit effectivement destiné à la consommation humaine, des mesures sévères de biosécurité soient adoptées. Il ne s'agit pas d'arrêter la science ou la recherche, ni de provoquer une peur paranoïaque face à ce qui est nouveau. Au contraire, on prend partie pour que la science et la recherche, orientées vers le bien commun, jouissent davantage d'espace. Il faut que les applications technologiques qui impliquent des risques potentiels de grande ampleur soient décidées, approuvées, refusées ou perfectionnées à partir de décisions démocratiques et sous le contrôle du peuple.

Appuyant la lutte héroïque des organisations populaires de la campagne et nous faisant l'écho de l'une des grandes revendications du Forum social mondial de Porto Alegre, nous soutenons, avec conviction, que les semences puissent être déclarées patrimoine de l'humanité et conservées dans leur intégrité génétique par les communautés paysannes.

Dans cette même ligne, nous prenons la liberté de recommander au pouvoir public, au ministère public, au pouvoir législatif, judiciaire et exécutif, lorsqu'ils traitent de ces graves questions, de se laisser guider par ces revendications nouvelles et justes, ainsi que par les principes éthiques qui les gouvernent.

Les évêques signataires, accompagnateurs de la Commission pastorale de la terre :

Dom Tomás Balduino, President

Dom Xavier Gilles, Vice-President

Dom Orlando Dotti, Dom Ladislau Biernaski, Dom Pedro Casaldáliga, Dom André de Witte, Dom José Alberto Moura, Dom Guilherme Werlang, Dom Heriberto Hermes, Dom José Mario Streher, Dom Moacir Grecchi, Dom José Augusto da Rocha, Dom Maurício Grotto, Dom Aparecido José Dias.

---

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2647.**

- Traduction Dial.

- Source (portugais) : [Itaici](#), 6 mai 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Littéralement : non-nuisance.